

Unité inter-départementale Tarn-Aveyron  
Unité inter-départementale Tarn-Aveyron  
Cellule carrières – mines et après-mines  
Centre administratif - ZAC de Bourran – 9 rue de Bruxelles  
12000 Rodez

Rodez, le 15/03/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 18/02/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **Société Coopérative CADAC**

7 rue de Las Plagnes  
15250 Reilhac

Références : 12-CARMIN-2026-09  
Code AIOT : 0006803038

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/02/2026 dans l'établissement Société Coopérative CADAC implanté Les Crozes parcelles n° 553, 167, 169 pour partie et 170 pour partie 12600 Taussac. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite d'inspection est réalisée dans le cadre d'une demande de renouvellement d'autorisation. La CADAC (Coopérative Agricole Départementale d'Amendements Calcaires) prévoit le renouvellement et l'extension de la carrière pour une durée de 30 ans. Cette nouvelle autorisation d'exploiter vise à assurer l'approvisionnement en matériau calcaire destiné aux amendements agricoles du département. La production annuelle maximale du site serait portée à 15 000 t/an, pour une production moyenne de 10 000 t/an. Les activités du site resteraient inchangées et comprendraient l'exploitation de la carrière ainsi que les opérations de concassage et de criblage.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- Société Coopérative CADAC
- Les Crozes parcelles n° 553, 167, 169 pour partie et 170 pour partie 12600 Taussac
- Code AIOT : 0006803038
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société coopérative CADAC (Coopérative Agricole Départementale d'Amendements Calcaires) exploite une carrière de calcaire à ciel ouvert située sur la commune de Taussac (12).

L'exploitation est autorisée par l'arrêté préfectoral n°2007-243-5 du 31 août 2007, pour une durée de 30 ans, soit jusqu'en 2037. Cette autorisation prévoit une production annuelle moyenne de 1 000 tonnes, avec un maximum fixé à 1 500 tonnes par an.

La carrière n'était pas en activité au jour de la visite.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Sécurité au public	Arrêté Préfectoral du 31/08/2007, article 17	Demande d'action corrective	60 jours
2	Aménagements préliminaires	Arrêté Préfectoral du 31/08/2007, article 18	Demande d'action corrective	60 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site est exploité par campagnes d'extraction destinées au transport de matériaux utilisés comme amendements agricoles dans le département de l'Aveyron.

Son fonctionnement est saisonnier, l'activité se déroule moins de six mois par an, principalement au printemps.

En plus de leur utilisation comme amendements agricoles, ces matériaux sont également employés en stabulation (assainissement des litières...)

L'extraction est effectuée par arrachage, le gisement ne se prêtant pas à l'utilisation de tirs de mines.

Le site n'est plus en activité depuis le printemps 2025. Les fortes pluies survenues au cours des dernières semaines ont provoqué un certain ravinement des cheminements.

Un nettoyage est prévu en vue de la campagne du printemps 2026.

## 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Sécurité au public

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 31/08/2007, article 17

<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Accès à la carrière
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les accès de l'établissement depuis la voie publique sont fermés en dehors des périodes d'activité par une barrière. [...]
<b>Constats :</b>  La carrière est desservie par trois accès depuis la RD 900, qui longe le site en contrebas. Parmi ces trois accès, seul le principal est sécurisé par un portail fermé à clé. Le deuxième accès est condamné par une clôture de chantier amovible et comporte un affichage de sécurité ; toutefois, cette clôture présente un manque de solidité. Le troisième accès demeure ouvert, sans aucune signalisation de sécurité ni interdiction d'entrée.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant devra mettre en place un dispositif anti-intrusion au niveau de l'accès actuellement ouvert au public, ainsi qu'une signalétique claire indiquant l'interdiction d'entrer. La clôture de chantier amovible condamnant l'accès menant au bassin de collecte des eaux de ruissellement, situé en aval du site au nord-ouest, devra être installée de manière stable et sécurisée.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 60 jours

## N° 2 : Aménagements préliminaires

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 31/08/2007, article 18
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Voies et aires de circulation
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...]Les voies de circulation et d'accès sont nettement délimitées, maintenues en constant état de propreté et dégagées de tout objet (fûts, emballages, ...) susceptible de gêner la circulation. Les locaux sont accessibles facilement par les services de secours. Les aires de circulation sont aménagées pour que les engins des services d'incendie puissent évoluer sans difficulté.
<b>Constats :</b>  Les voies de circulation sont définies. Toutefois, à la suite des fortes pluies de ces dernières semaines, les bas-côtés ainsi que le fossé de la piste d'accès principale nécessitent un nettoyage afin de favoriser l'écoulement des eaux de ruissellement. Par ailleurs, une maîtrise de la végétation, qui a repris le dessus depuis la dernière campagne d'exploitation, s'avère nécessaire.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 60 jours

